

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

### Septembre 2001 : excédent budgétaire de 2,5 milliards de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 2,5 milliards de dollars en septembre 2001, en baisse de 1,3 milliard de dollars par rapport à l'excédent révisé de 3,8 milliards déclaré en septembre 2000. Depuis 1996-1997, d'importants excédents sont déclarés en septembre, surtout en raison de l'inclusion des versements trimestriels d'impôt sur le revenu. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont baissé de 0,8 milliard de dollars tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars. Une diminution de 0,3 milliard de dollars des frais de la dette publique est venue atténuer l'incidence de ces facteurs.

### D'avril à septembre 2001 : excédent budgétaire de 13,6 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 13,6 milliards de dollars d'avril à septembre 2001, en baisse de 1,2 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 14,7 milliards de dollars déclaré pour la même période en 2000-2001. Cependant, les résultats pour 2001-2002 incluent des gains ponctuels, au chapitre des recettes, liés à une hausse de l'impôt sur le revenu déclaré des particuliers, elle-même attribuable aux fortes augmentations des gains en capital observées en 2000, si bien que l'excédent sous-jacent pour 2001-2002 a été surestimé.

Tel qu'indiqué dans *La revue financière* d'août 2001, un excédent était prévu en septembre 2001, mais de moindre importance que celui qui avait été affiché en septembre 2000. Dans les mois à venir, l'excédent cumulatif chutera. Cette situation est attribuable en partie à l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la Mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'effet du ralentissement de l'économie sur les bénéficiaires des sociétés et sur le revenu des particuliers nuira aux résultats financiers, surtout au cours de la dernière partie de l'année.

### Septembre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont reculé de 0,8 milliard de dollars, soit 5,2 %. Toutes les principales composantes ont baissé.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars, soit 2,8 %, principalement sous l'effet des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la Mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, ainsi qu'en raison de bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans des budgets antérieurs.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 0,1 milliard de dollars, ou 3,4 %, surtout en raison des remboursements versés en septembre 2001, qui ont été plus élevés qu'en septembre 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi (AE) ont diminué de 0,1 milliard de dollars, soit 6,6 %, reflet de rajustements pour années antérieures et de la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,40 \$ en 2000), qui ont largement compensé l'effet de la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,3 milliard de dollars, soit 10,7 %. Cette baisse est entièrement attribuable au recul de 0,4 milliard de dollars des recettes de taxe sur les produits et services (TPS), lui-même dû à une augmentation des remboursements et à une diminution de la TPS perçue au titre des produits et des services importés.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	septembre		d'avril à septembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	15 664	14 852	88 204	89 653
Dépenses de programmes	-8 412	-9 168	-52 773	-56 278
Solde de fonctionnement	7 252	5 684	35 431	33 375
Frais de la dette publique	-3 472	-3 198	-20 697	-19 801
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 780	2 486	14 734	13 574
<b>Opérations non budgétaires</b>	-152	-192	-6 162	-9 399
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	3 628	2 294	8 572	4 175
<b>Opérations de change</b>	485	1 652	-620	499
<b>Solde financier net</b>	4 113	3 946	7 952	4 674
<b>Variation nette des emprunts</b>	-12 116	-9 449	-18 309	-14 254
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	-8 003	-5 503	-10 357	-9 580
<b>Encaisse à la fin de la période</b>			2 602	3 595

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

- Les recettes non fiscales ont régressé de 0,2 milliard de dollars, soit 19,9 %, principalement en raison de l'échelonnement des dates de réception et de la baisse des intérêts sur les soldes bancaires.

L'augmentation de 0,8 milliard de dollars, ou 9,0 %, des dépenses de programmes d'une année sur l'autre reflète surtout la forte hausse des transferts aux particuliers et aux autres administrations.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 10,6 %, principalement en raison de l'augmentation des paiements de prestations d'AE. Celle-ci traduit les bonifications stratégiques annoncées dans le budget de février 2000 et en septembre dernier, ainsi qu'une augmentation du nombre de bénéficiaires. Les prestations aux aînés sont demeurées pratiquement inchangées en raison du calendrier des paiements entre août et septembre.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 19,7 %, sous l'effet de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de

transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards de dollars en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté légèrement, la baisse des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant été largement compensée par la hausse des paiements dans les autres composantes. L'évolution mensuelle de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements et de l'achèvement de la transition à la nouvelle Stratégie d'information financière.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,3 milliard de dollars, soit 7,9 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêts et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	septembre		variation	d'avril à septembre		
	2000	2001		2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 580	8 342	-2,8	43 443	43 417	-0,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 595	1 541	-3,4	11 349	12 372	9,0
Autres	164	226	37,8	1 439	1 688	17,3
Total des recettes d'impôt sur le revenu	10 339	10 109	-2,2	56 231	57 477	2,2
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 437	1 342	-6,6	9 934	9 815	-1,2
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	2 103	1 725	-18,0	12 398	12 098	-2,4
Droits de douane à l'importation	220	243	10,5	1 339	1 447	8,1
Taxes de vente et d'accise	798	819	2,6	4 240	4 642	9,5
Total des taxes et droits d'accise	3 121	2 787	-10,7	17 977	18 187	1,2
<b>Total des recettes fiscales</b>	14 897	14 238	-4,4	84 142	85 479	1,6
<b>Recettes non fiscales</b>	767	614	-19,9	4 062	4 174	2,8
<b>Total des recettes budgétaires</b>	15 664	14 852	-5,2	88 204	89 653	1,6

### D'avril à septembre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,6 milliards de dollars, en baisse de 1,2 milliard de dollars par rapport à l'excédent déclaré à la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, soit 1,6 %, alors que les frais de la dette publique ont baissé de 0,9 milliard de dollars, ou 4,3 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été largement compensée par l'augmentation des dépenses de programmes, en hausse de 3,5 milliards de dollars, ou 6,6 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement diminué, l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la Mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ayant compensé l'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 1,0 milliard de dollars, soit 9,0 %. Tel que mentionné dans les numéros précédents de *La revue financière*, cette augmentation d'une année sur l'autre reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des bénéfices des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse car elle ne tient pas encore compte de la diminution des bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes au cours de la première partie de 2001.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 120	2 121	0,0	11 953	12 501	4,6
Prestations d'assurance-emploi	671	967	44,1	5 056	5 897	16,6
Total	2 791	3 088	10,6	17 009	18 398	8,2
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	6 750	8 650	28,1
Transferts fiscaux	993	1 046	5,3	5 831	6 236	6,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-1 233	-1 200	-2,7
Total	1 912	2 288	19,7	11 348	13 686	20,6
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	109	19	-82,6	255	463	81,6
Affaires étrangères	40	108	170,0	566	633	11,8
Santé	148	121	-18,2	566	591	4,4
Développement des ressources humaines	33	152	360,6	459	625	36,2
Affaires indiennes et du Nord	444	348	-21,6	2 470	2 129	-13,8
Industrie et développement régional	91	12	-86,8	606	607	0,2
Anciens combattants	121	127	5,0	718	747	4,0
Autres	76	234	207,9	1 032	1 148	11,2
Total	1 062	1 121	5,6	6 672	6 943	4,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	80	23,1	515	565	9,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	920	948	3,0
Autres	90	130	44,4	708	756	6,8
Total	305	368	20,7	2 143	2 269	5,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	874	842	-3,7	4 773	4 838	1,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 468	1 461	-0,5	10 828	10 144	-6,3
Total	2 342	2 303	-1,7	15 601	14 982	-4,0
Total des dépenses directes de programmes	3 709	3 792	2,2	24 416	24 194	-0,9
<b>Total des dépenses de programmes</b>	8 412	9 168	9,0	52 773	56 278	6,6
<b>Frais de la dette publique</b>	3 472	3 198	-7,9	20 697	19 801	-4,3
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	11 884	12 366	4,1	73 470	76 079	3,6
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 765	6 497	12,7	35 029	39 027	11,4

- Les recettes au titre des cotisations d'AE ont diminué de 1,2 %, la baisse des taux de cotisation ayant plus que compensé la croissance du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, en comparaison de 2,40 \$ en 2000 et de 2,55 \$ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollar, ou 1,2 %. Les recettes de TPS ont baissé de 2,4 %, surtout en raison de l'augmentation des remboursements et de la diminution des recettes prélevées sur les importations. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 8,1 %, tandis que les taxes de vente et d'accise progressaient de 9,5 %, en partie en raison de la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 2,8 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 8,2 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 20,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transfert entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards de dollars en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont diminué de 0,9 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année que par les années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêts et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

## **Ressources financières de 4,2 milliards (opérations de change exclues) d'avril à septembre 2001**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,4 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 6,2 milliards de dollars à la même période l'an dernier. En règle générale, les besoins sont toujours élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	septembre		d'avril à septembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	3 780	2 486	14 734	13 574
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	100	106	206	355
Autres	42	-528	183	-507
Total	142	-422	389	-152
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	128	578	-538	-618
Comptes de pension de retraite	-14	-185	1 460	-652
Autres	150	-6	-65	34
Total	264	387	857	-1 236
<b>Autres opérations</b>	-558	-157	-7 408	-8 011
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	-152	-192	-6 162	-9 399
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	3 628	2 294	8 572	4 175
<b>Opérations de change</b>	485	1 652	-620	499
<b>Solde financier net</b>	4 113	3 946	7 952	4 674

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	septembre		d'avril à septembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Solde financier net</b>	4 113	3 946	7 952	4 674
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-4 933	-8 693	6 018	-5 983
Obligations d'épargne du Canada	-98	-38	-790	-349
Bons du Trésor	-6 200	400	-20 050	-4 000
Autres	-376	-4	82	-9
Total	-11 607	-8 335	-14 740	-10 341
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 174	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	-509	-1 114	-1 395	-2 123
Billets du Canada		0		-173
Total	-509	-1 114	-3 569	-3 913
<b>Variation nette des emprunts</b>	-12 116	-9 449	-18 309	-14 254
<b>Variation de l'encaisse</b>	-8 003	-5 503	-10 357	-9 580

Tableau 6

## État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 septembre 2001	variation
		(M\$)	
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	43 481	-163
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	128 533	-652
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 773	-618
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 287	34
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	141 593	-1 236
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	288 990	-5 983
Bons du Trésor	88 700	84 700	-4 000
Obligations d'épargne du Canada	26 099	25 750	-349
Autres	3 473	3 464	-9
Total partiel	413 245	402 904	-10 341
Payable en devises	33 158	29 245	-3 913
Total de la dette non échue	446 403	432 149	-14 254
Total de la dette portant intérêt	589 232	573 742	-15 490
Total du passif	632 876	617 223	-15 654
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	19 186	17 454	-1 733
Comptes d'opérations de change	50 270	49 771	-499
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 194	152
Total de l'actif	85 498	83 419	-2 080
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	<b>547 378</b>	<b>533 804</b>	<b>-13 574</b>

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,6 milliards de dollars et des besoins nets de 9,4 milliards de dollars au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 4,2 milliards de dollars d'avril à septembre 2001, comparativement à des ressources financières de 8,6 milliards de dollars pour la même période l'an dernier.

### Ressources financières nettes de 4,7 milliards de dollars d'avril à septembre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité

sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les six premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des ressources financières nettes de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins financiers nets de 0,6 milliard de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,6 milliards de dollars, des besoins nets de 9,4 milliards de dollars au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,5 milliard de dollars au

titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 4,7 milliards de dollars pour la période d'avril à septembre 2001, comparativement à des ressources nettes de 8,0 milliards de dollars pendant la même période de l'année précédente.

## **Les emprunts nets en baisse de 14,3 milliards de dollars d'avril à septembre 2001**

Malgré des ressources financières nettes de seulement 4,7 milliards de dollars au cours des six premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a été en mesure de réduire sa dette détenue sur les marchés de 14,3 milliards de dollars au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de septembre 2001, l'encaisse s'établissait à 3,6 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 9,6 milliards de dollars depuis le 31 mars 2001.

## **Note :**

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Cela signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements, et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale et la communication d'informations financières améliorées aux gestionnaires. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne de 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale. De plus, les résultats des exercices antérieurs seront présentés de nouveau selon la comptabilité d'exercice intégrale. Pour obtenir plus de détails à ce sujet, consultez le document d'information *Présentation des états financiers du gouvernement fédéral selon la comptabilité d'exercice intégrale*, à l'adresse suivante : [www.fin.gc.ca](http://www.fin.gc.ca).

